|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |

**Convention**

**Charte qualité Plan mercredi**

**Vu** le code de l’action sociale et des familles, notamment ses articles L.227-4 et R.227-1 ;

**Considérant l**a convention du XX relative au projet éducatif territorial (PEdT) conclue en application des articles L.551-1 et R.551-13 du code de l’éducation et incluant notamment des activités périscolaires le mercredi ;

**Considérant** le ou les projets éducatifs et pédagogiques mentionnés aux articles R.227-23 à 25 des accueils de loisirs périscolaires de la collectivité/de l’EPCI ;

* Le/la maire de la commune de ………… ou le/la président(e) de l’établissement public de coopération intercommunale …………….. , dont le siège se situe à ……………………..
* Le Préfet de Loir et Cher
* L’Inspectrice d’académie, directrice des services départementaux de l’éducation nationale de Loir et Cher, agissant sur délégation de la rectrice d’académie Orléans-Tours
* La directrice de la caisse d’allocations familiales (CAF)
* Le cas échéant, les associations partenaires ou opératrices

Conviennent ce qui suit :

**Article 1er: Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations propres à chacune des parties pour œuvrer localement à la mise en place de la charte qualité du Plan mercredi.

Cette charte qualité Plan mercredi organise l’accueil du mercredi autour de 4 axes :

* veiller à la complémentarité des temps périscolaires du mercredi avec les temps familiaux et scolaires ;
* assurer l’inclusion et l’accessibilité de tous les enfants souhaitant participer à l’accueil de loisirs, en particulier des enfants en situation de handicap ;
* inscrire les activités périscolaires sur le territoire et en relation avec ses acteurs et les besoins des enfants;
* proposer des activités riches et variées en y associant des sorties éducatives et en visant une réalisation finale (œuvre, spectacle, exposition, tournoi, etc.).

La charte est disponible sur le site [planmercredi.education.gouv.fr](http://planmercredi.education.gouv.fr/).

**Article 2 : Engagements de la collectivité :**

La collectivité s’engage à organiser le (ou les) accueil(s) de loisirs périscolaires fonctionnant le mercredi dans le respect des principes de la charte qualité.

Quand les accueils de loisirs périscolaires ne sont pas organisés directement par la collectivité mais pour son compte par un autre acteur, la collectivité s’engage à veiller au respect de la charte par cet acteur.

La collectivité renseigne, sur le document joint, les éléments suivants relatifs aux accueils de loisirs périscolaires qu’elle organise ou qui sont organisés pour son compte :

* liste des accueils maternels (moins de 6 ans) et élémentaires (6 ans et plus)
* nombre total de places ouvertes (moins de 6 ans/6 ans et plus)
* typologie des activités
* typologie des partenaires
* typologie des intervenants

**Article 3 : Engagements de l’Etat :**

Les services de l’Etat s’engagent à :

* assister la collectivité dans l’organisation d’accueils de loisirs respectant la charte, à travers notamment la mise à dispositions d’outils sur le site planmercredi.education.gouv.fr ;
* rendre disponible sur ce même site des supports de communication dont le label en vue de l’information du public et de la valorisation des accueils concernés.
* faire connaître au niveau national l’engagement de la collectivité dans la démarche qualité du Plan mercredi

**Article 4 : Durée de la convention**

La présente convention est établie pour la durée de la convention du projet éducatif territorial.

**Article 5 : Modification de la convention**

La présente convention peut être modifiée par avenant.

**Article 6 : Résiliation de la convention**

La convention peut être résiliée soit par accord entre les parties, soit à l’initiative de l’une d’entre elles. Dans ce cas, la résiliation peut intervenir à tout moment en respectant un préavis de trois mois. Elle doit être faite par lettre recommandée avec demande d’avis de réception. Le délai de préavis court à compter de la réception de cette lettre par son destinataire.

A……………, le

|  |  |
| --- | --- |
| Le maire de la commune ou président de l’EPCI*(signer pour l’envoi)* | Le Préfet de Loir et Cher |
| L’Inspectrice d’académie, directrice des servicesde l’éducation nationale de Loir et Cher, | La Directrice de la caisse d’allocations familiales de Loir et Cher |
| Le cas échéant le représentant d’une autre collectivité territoriale | Le cas échéant le représentant de l’association  |
| Le cas échéant le représentant d’autres partenaires |  |